« **Maduro est antidémocratique et Guaidó est un usurpateur** »

samedi 6 juillet 2019, par [DOMÍNGUEZ Dani](#), [GÓMEZ Gonzalo](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2019).

« Le peuple ne veut plus de Maduro et personne n'a élu Guaidó ». Tel est le slogan de Marea Socialista devant la crise au Venezuela. Ce mouvement politique d'origine chaviste plaide pour la souveraineté populaire contre la polarisation politique totale du pays entre le gouvernement « autoritaire » de Maduro et la présidence « fantoche » de Guaidó. Nous nous entretenons avec Gonzalo Gómez Freire, un des porte-parole de Marea Socialista et cofondateur du média indépendant *Aporrea*.

Dani Domínguez : *En tant que socialistes, vous critiquez à la fois le gouvernement de Nicolás Maduro et son adversaire Juan Guaidó. Que reprochez-vous à chacun d'entre eux ?*

Gonzalo Gómez Freire : Le gouvernement de Maduro a détruit les droits de la classe ouvrière. Il est très autoritaire, antidémocratique. Il est excessivement corrompu. Il compromet la souveraineté sociale et pétrolière et, malgré un discours anti-impérialiste, ce qu'il cherche c'est à s'intégrer dans l'économie mondiale en tant que néo-bourgeoisie, en se soumettant aux impérialismes émergents. Il viole gravement la Constitution et a démantelé tout ce qui restait de la révolution bolivarienne en tant que processus réel, dont il n'a gardé qu'un langage manipulateur dépourvu de contenu véritable.

Guaidó est aussi un usurpateur, mais il a réussi à se mettre à la manœuvre en chevauchant l'immense malaise et l'authentique protestation du peuple. Il s'est autoproclamé président, sans respecter la Constitution, sans être élu par qui que ce soit. Il a réussi à s'emparer des immenses mobilisations de masse qui en ont assez du gouvernement de Maduro et ont envie que ça change, mais la source de son projet est à Washington et ses décisions ne lui appartiennent pas. Il est au service d'une opération étrangère interventionniste de recolonisation. Au fond, c'est une répétition de beaucoup d'éléments du coup d'État de Carmona contre Chavez, mais il dispose d'un véritable soutien populaire et cherche l'appui militaire qui n'est toujours pas apparu, bien qu'il soit soutenu par la puissance militaire et économique des États-Unis. Nous rejetons la « présidence fantoche » de Guaidó, mais en même temps, nous disons que Maduro ne peut pas continuer à gouverner contre le peuple. Nous faisons appel à la souveraineté populaire.

Dani Domínguez : *Les médias parlent d'une polarisation totale de la société vénézuélienne. Est-ce le cas ou y a-t-il des positions intermédiaires ?*

Gonzalo Gómez Freire : La polarisation des acteurs politiques et des organisations sociales semble être presque totale et apparaît ainsi. Mais le fait que le peuple proteste contre Maduro ne signifie pas qu'il fait confiance à Guaidó. Le peuple est dans l'attente. Je fais partie d'un secteur qui ne se soumet pas à cette polarisation et qui encourage l'autonomie politique et de classe des travailleurs et du mouvement populaire pour qu'il prenne ses distances face à la bureaucratie corrompue et au capital exploitant. Par exemple, au sein de l'Intersectorial de Trabajadores de Venezuela (ITV) - un organe d'articulation des luttes de la classe ouvrière, politiquement pluriel - nous avons lancé la

bataille (en tant que Marea socialista, avec d'autres forces de la gauche lutte de classe) pour qu'ITV ne soit pas officiellement partie prenante de la marche appelée par Guaidó le 23 janvier dernier. Nous proposons qu'ITV lance son propre appel sur son propre programme pour contribuer à construire l'autonomie des travailleurs en tant qu'acteur disposant d'une voix propre et réclamant la souveraineté populaire. Nous avons insisté pour qu'ITV reste attaché au programme de lutte que nous avons approuvé lors des assemblées. Mais une grande partie de la direction syndicale est allée à la marche et très peu se sont démarqués des actions unilatérales et inconstitutionnelles de Guaidó. Je fais référence aux dirigeants syndicaux qui protestent et revendiquent avec les travailleurs, car ceux qui sont proches du gouvernement de Maduro c'est quasiment un appareil de plus de la bureaucratie de l'État.

Les médias, tant privés que publics, ne sont pas intéressés par la présentation des options de rupture avec la polarisation, car ils sont d'un côté ou de l'autre. Au contraire d'*Aporrea*, par exemple, qui est un moyen de communication alternatif et populaire.

Dani Domínguez : *Que propose cette position intermédiaire ?*

Gonzalo Gómez Freire : Je ne suis pas d'accord pour la qualifier d'« intermédiaire », c'est simplement une autre position. Et, d'autre part, dans le spectre non aligné avec la polarisation il n'y a pas une seule attitude. Marea Socialista, conjointement avec la Plateforme civique pour la défense de la Constitution, à laquelle participent plusieurs ministres de Chavez qui ont rompu avec le gouvernement Maduro-militaires-PSUV, met en avant l'exercice de la souveraineté populaire par le biais d'une solution constitutionnelle démocratique avec le peuple mobilisé. Nous disons : « le peuple ne veut plus de Maduro et personne n'a élu Guaidó ». Nous proposons la relégitimation de tous les pouvoirs et la réalisation d'élections générales ; pour cela nous appelons à un référendum consultatif prévu par l'article 71 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, afin que le peuple s'exprime et décide, librement et souverainement, sur des questions importantes pour le pays. Il faut que 10 % des électeurs le demandent. Et quiconque se dit « président » ne peut ignorer ce droit car la souveraineté appartient au peuple et non au président.

Dani Domínguez : *Cette crise est-elle différente des autres et impose-t-elle le changement au Venezuela ?*

Gonzalo Gómez Freire : C'est la crise d'une révolution trahie. Avec Chávez, il y avait un processus démocratique, progressif, de transformation, qui accumulait de nombreuses conquêtes pour le peuple, en dépit du fait que beaucoup de problèmes avaient commencé à prendre forme au cours de son mandat. Maintenant nous avons une triste réalité : l'impérialisme et la bourgeoisie traditionnelle viennent recueillir le résultat du travail déjà accompli par une bureaucratie corrompue, une sorte de « néo-lumpen-bourgeoisie » qui a voulu s'approprier les richesses d'un pays au lieu de continuer le potentiel révolutionnaire initié avec Chavez. On ne peut pas comparer le changement qui viendrait des mains interventionnistes des États-Unis et des secteurs capitalistes traditionnels, avec ce qui a été vécu au cours des meilleures années de la révolution bolivarienne. Nous croyons que, pour pouvoir espérer un changement favorable au peuple, un mouvement autonome de la classe ouvrière et des secteurs populaires est indispensable. De toute évidence, le *changement* représenté par Guaidó et Trump ne nous est pas favorable, de même que ce que représente Maduro. Afin de contribuer à un changement en faveur du peuple, nous appelons à la mise en place d'une force autonome, en construisant une organisation telle que Marea Socialista, ainsi que des alliances qu'il faut forger. Nous ne voyons pas de solutions magiques si n'apparaît pas un acteur politique qui s'identifie vraiment avec les travailleurs et le peuple.

Dani Domínguez : *Quel est le meilleur scénario possible, et le pire ?*

Gonzalo Gómez Freire : Le meilleur possible, c'est que le peuple mobilisé revendique son statut de souverain et impose une consultation ou de nouvelles élections démocratiques avec des garanties meilleures. Que les facteurs en conflit recherchent une solution négociée, mais pas un compromis entre les sommets, mais devant le peuple. Tout est préférable à une guerre civile ou à une invasion. Mais le prix de la paix ne peut pas être de continuer dans la misère, sans démocratie et sans souveraineté nationale.

Dani Domínguez : *Si de nouvelles élections sont convoquées, leurs résultats changeraient-ils par rapport aux précédentes ? L'option perdante acceptera-t-elle le résultat ?*

Gonzalo Gómez Freire : Les élections précédentes, bien que nous ayons appelé à voter, se déroulaient dans des conditions irrégulières et manquaient de garanties et de transparence. Il faut renouveler le Conseil électoral national, mais non sous la forme d'une répartition des positions entre les partis politiques et les pouvoirs en place qui se combattent, mais avec la participation ouverte des citoyens, sous une forme qui devrait être débattue. Ni la bureaucratie de Maduro ni le binôme Guaidó-Trump ne peuvent garantir cela. Une élection démocratique serait préférable et probablement acceptable, même si la configuration exprimant les intérêts de la classe ouvrière et des secteurs populaires ne sera pas forcément construite, car nos organisations ont été dégradées, soumises, sont devenues clientélistes... et il faudra une reconstruction de notre sujet social et politique.

Dani Domínguez : *Comment évaluez-vous la position de l'Union européenne ?*

Gonzalo Gómez Freire : De manière générale, je pense qu'elle finit par être utile pour les plans de Trump. J'ai vu une déclaration du gouvernement espagnol dans laquelle il déclarait que si Maduro n'organisait pas de nouvelles élections démocratiques, il pourrait reconnaître Guaidó ; et je ne pense pas que ce soit une option démocratique, parce que c'est notre peuple qui doit statuer directement. Je pense que l'Union européenne ne peut pas prendre cette responsabilité, car Guaidó cherche à s'imposer par des moyens inconstitutionnels, personne ne l'a élu et il s'est autoproclamé lors d'une manifestation, sans décision préalable de l'Assemblée nationale dont il venait de prendre la tête, alors même que cette Assemblée a été déclarée « en désobéissance » par la Cour suprême de justice.

Je crois que, en tant que gouvernements, ils doivent rester dans le cadre du principe de non-intervention et du respect de la souveraineté des peuples. Nous croyons à la solidarité internationale avec le peuple du Venezuela, qui résiste et porte sur ses épaules le choc de la crise, qui demande une aide alimentaire et non la xénophobie des autres pays, qui cherche un écho en dénonçant la répression et qui a le droit de prendre part, sans tricherie, à la décision démocratique concernant son destin.

* Gonzalo Gómez Freire, un des porte-parole de Marea Socialista (organisation marxiste ayant le statut d'observateur permanent au Comité international de la IV^e Internationale), est cofondateur et directeur du média indépendant vénézuélien *Aporrea*. Dani Domínguez est un jeune journaliste et musicien d'Estrémadure, favorable à la transformation sociale. Cet article a été publié par la revue mensuelle *La Marea* n° 4 de février 2019, qui paraît à la fois en version imprimée et digitale, éditée par la coopérative des travailleurs de l'information dans l'État espagnol : <https://www.lamarea.com/2019/02/08/maduro-es-antidemocratico-y-guaido-es-un-usurpador/> (Traduit de l'espagnol par JM).

Dani Domínguez
Gonzalo Gómez

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Repris d'Inprecor n° 659/660